

Monique Bauer-Lagier : "les politiciennes n'ont rien à perdre ni rien à gagner" : [1ère partie]

Autor(en): **Bauer-Lagier, Monique / Chaponnière, Corinne**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **70 (1982)**

Heft [8-9]

PDF erstellt am: **14.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-276543>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Monique Bauer-Lagier :

« Les politiciennes n'ont rien à perdre ni rien à gagner »

FS : Vous avez pris la décision de ne pas vous représenter au Conseil des Etats l'an prochain. Parmi les raisons que vous avez invoquées, le manque de tolérance à l'égard de ce que vous appelez la « spécificité féminine » paraît prépondérante.

Monique Bauer-Lagier : Pendant très longtemps, politique et éthique étaient deux sœurs ennemies : on faisait de la politique, la semaine, en laissant l'éthique pour le dimanche. Mais encore maintenant, on est considéré comme irréaliste quand on tâche de faire respecter certaines valeurs, qu'elles s'appellent « sentiment », « spiritualité », « sens humain ». Je ne pense pas que ces qualités sont exclusivement féminines : elles peuvent se trouver chez les hommes aussi, ou être absentes chez certaines femmes. Mais celles-ci étant généralement moins impliquées dans les circuits économiques, elles voient souvent les choses d'une autre manière. Tout est une question de liberté : c'est, encore aujourd'hui, le lot de la plupart des femmes de n'avoir rien à perdre ni rien à gagner sur le plan professionnel. Elles font rarement partie des conseils d'administration, et n'ont guère d'intérêts économiques particuliers à défendre. C'est cela même qui leur confère une liberté qui, dans le monde politique, est aussi précieuse qu'elle est rare.

FS : Mais n'est-ce pas précisément cette indépendance à l'égard d'intérêts

économiques — vous en avez, vous-même, fait l'expérience — qui vaut aux femmes leur réputation d'utopistes ?

MBL : C'est, en effet, un reproche qui m'a été fait. Mais si l'on réfléchit à long terme, et de façon globale, je crois que cet « utopisme », tout au contraire, est une preuve de réalisme... Même en nous référant à des critères économiques, nous ne pouvons plus nous permettre d'envisager les problèmes à court terme et à petite échelle. L'aide au tiers monde, par exemple, n'est pas seulement une question de générosité. Au vu de la saturation des marchés occidentaux, les pays en voie de développement sont nos clients de demain ; ils doivent garder un certain pouvoir d'achat. Autre exemple, la maîtrise de la natalité dépend du niveau de vie de la population. Si celui-ci augmentait dans les pays les plus pauvres, cela contribuerait à juguler l'explosion démographique et à mettre un frein à la surpopulation.

A long terme, il y a aussi des arguments économiques qui devraient inciter à protéger notre environnement. Nous savons que la pollution de l'air, de l'eau et du sol, due encore une fois à un souci de rendement immédiat, coûtera de plus en plus cher dans l'avenir.

Aussi ne s'agit-il pas de nier l'importance de l'aspect économique de tous ces problèmes, mais d'y considérer en même temps notre responsabilité face à l'avenir et notre dépendance à l'égard du reste du monde.

FS : Votre soutien à l'initiative genevoise 0,7 en faveur de l'aide aux pays du tiers monde, de même que vos prises de position écologistes sont parmi les divergences principales entre vous et votre parti, jusqu'à faire dire à certains que vous vous êtes trompée de parti... Qu'en pensez-vous ?

MBL : Je suis convaincue de représenter un courant du parti auquel j'appartiens, un courant d'idées libérales au sens ethymologique du terme. Je suis très attachée à la doctrine libérale en ce sens qu'elle met en valeur l'individu, sa liberté et sa responsabilité. Mais la tendance qui prédomine actuellement au parti libéral se réduit à une doctrine économique, et à la conservation des privilèges, au détriment d'un certain humanisme, de soucis éthiques attachés, à l'origine, à la pensée libérale.

Mais de façon générale, je suis frappée de constater combien les partis traditionnels se figent, aujourd'hui, sur des clivages du XIXe siècle, des clivages qui sont pourtant largement dépassés par les problèmes vitaux qui se posent à l'humanité tout entière. Le manque d'engagement politique des jeunes, comme celui des femmes, témoigne à mes yeux de l'inadéquation des partis face aux questions fondamentales qui leur sont posées. S'ils veulent répondre à l'attente des jeunes, et certainement à celle des femmes aussi, les partis ne peuvent plus se contenter de gérer le quotidien.

(suite page 18)